

Le Portugal loin d'avril

• entrevista

• La Croix

• journaliste: Christian Rudel

3 et 4 juin 1982



MARIA DE LOURDES PINTASILGO

PRIMEIRA MINISTRA

Fundação Cuidar o Futuro

Le Portugal loin d'avril

Un reportage de Christian RUDEL

I. Rien n'a changé?

« Pour monter une veste, dit Maria Elena, il faut une matinée de travail, sans perdre de temps. Une veste qui vaudra 4000 et même 5000 escudos (1) dans les bons magasins de Porto et de Lisbonne. Et vous savez combien on donne pour chaque veste, aux ouvrières qui travaillent à domicile?... Dites un peu, pour voir!... 200 escudos, au maximum! Alors, faites les comptes : à condition de travailler tous les jours, sans un dimanche, sans une minute de perdue, on peut arriver à dépasser un peu le salaire minimum, aujourd'hui fixé à 10700 escudos. Mais ce salaire, c'est déjà une misère. Songez qu'un appartement de deux petites chambres, ici à Porto, coûte 13000 escudos par mois. Un salaire minimum par famille, ça n'est pas possible, c'est crever de faim... »

Maria Elena sourit : « Oui, crever de faim, parce que nous, c'est sans doute un défaut, mais il nous faut un minimum d'habillement; la nourriture vient après; c'est comme ça! »

Elle enchaîne, presque aussitôt : « Une famille, pour vivre a besoin de trois salaires minimum. Quatre, c'est encore mieux. Alors, tout le monde essaie de travailler... A n'importe quel prix, à n'importe quelles conditions. Et c'est là qu'ils nous attendent, les patrons du textile... »

Porto, Braga, Guimaraes, Santo Tirso et au-delà, le nord presque tout entier du Portugal a une vieille tradition textile, moins connue, certes, que celle du fameux vin, mais tout aussi solide. Une industrie qui a dû lutter pour s'établir et se maintenir, car elle eut longtemps contre elle les « traités d'amitié » entre Londres et Lisbonne par lesquels l'Angleterre s'engageait à laisser entrer chez elle, sans droits de douane, les vins portugais, à charge pour Lisbonne d'ouvrir tout grand son marché aux textiles anglais. Pour lutter contre Manchester, les petits ateliers et fabriques de la région du Douro n'avaient guère qu'une solution : réduire les salaires. La pratique s'est maintenue jusqu'à nos jours.

« Maintenant, dit Maria Elena, c'est très facile d'imposer les bas salaires. L'émigration, c'est terminé. Il faut trouver du travail sur place. Il y a foule. Pour bien tenir les ouvrières en main, les patrons ont trouvé la formule du « contrat temporaire » : on embauche pour quelques mois (toujours moins de trois ans car à partir de là on aurait, légalement, de nombreux droits) et on peut être renvoyé à tout moment. C'est la menace constante; très difficile, par exemple, de faire du syndicalisme. Et puis, dans le textile, la main-d'œuvre est surtout féminine. En confection, par exemple, il y a 95 % de femmes. Comme il faut travailler, elles acceptent tout, des bas salaires aux 45 heures par semaine ou les conditions encore plus du-

res du travail à domicile. Pas de doute, le patron règne par la peur. »

Les mêmes relations patrons-ouvriers

Si les contrats temporaires permettent les licenciements rapides, la restructuration des entreprises, qui entraîne aussi des suppressions d'emplois, ajoute à l'obsession du chômage. Or cette restructuration est à l'ordre du jour depuis que le Portugal a manifesté sa claire intention d'entrer dans le Marché commun. La petite entreprise familiale est condamnée au nom de l'efficacité. Des concentrations ont lieu, sous l'égide de firmes transnationales ou des groupes bancaires étrangers où l'on trouve des capitaux allemands aussi bien que français ou japonais. Une étude récente annonçait qu'il faudrait supprimer 60000 des quelque 300000 postes de travail que le textile offre actuellement au pays. Un travailleur sur cinq sait donc qu'il est condamné à brève échéance : autre motif de ne pas se faire remarquer, de filer doux, d'accepter tout.

Maria Elena tout à coup devient catégorique : « Croyez-moi, rien n'a changé depuis la révolution. Ce sont toujours les mêmes relations entre les patrons et les ouvriers, ou plutôt l'absence de relations. Bien! Il faut sans doute restructurer, pour entrer dans le Marché commun. Mais pourquoi supprimer des postes de travail? Pourquoi, d'ailleurs, entrer dans ce Marché commun? Nous avons des idées sur la façon de faire ces licenciements, et aussi sur les nouvelles industries à créer, pour le bien de tous... Mais personne ne nous a jamais consultés. Travaille et tais-toi! Pourtant, le textile, c'est-à-dire des ouvrières comme moi, assure aujourd'hui 23 % des exportations portugaises. Non, rien n'a changé, c'est toujours la loi du plus fort. »

Rien n'a changé.

Les intermédiaires font toujours la loi

« On a beaucoup parlé de la réforme agraire, me dit ce spécialiste des problèmes agricoles — et il connaît d'autant mieux ce dont il parle que sa famille, depuis des siècles, vit accrochée à quelques hectares de la vallée du Douro. Plus exactement, on a parlé de l'Alentejo, des occupations des grandes propriétés et des coopératives qui suivirent immédiatement la Révolution du 25 avril. Bien sûr, il y eut des coopératives, les unités de travail collectives, mais aujourd'hui, il ne reste presque rien de cette époque. La plupart des grandes propriétés ont été rendues à leurs anciens propriétaires. »

« Il aurait fallu poursuivre la réforme agraire dans le centre et dans le nord du pays. Et là, dans ces régions de petite, si-

Fatima, Lisbonne, Vila Viçosa, Coimbra, Sameiro, Porto. De tous les coins du Portugal, des centaines de milliers de personnes ont accouru à chaque étape du récent voyage du Pape au Portugal. Un peuple entier se laissait emporter par la fête. Il y avait longtemps, très longtemps qu'on n'avait rien vu de pareil.

Car la lassitude, l'indifférence, le découragement, la déception semblent bien être la dominante de la vie portugaise. Le Portugal attendait beaucoup de

la révolution, une amélioration des conditions de la vie quotidienne et de nouveaux rapports sociaux. La déception est évidente.

Voici un émigré politique qui a passé de longues années en France : « Le 25 avril, tout de suite, j'ai pris le chemin du retour. C'était à Oteiro que je devais de pouvoir rentrer. Par gratitude, en grande partie, j'ai voté pour lui lorsqu'il a été candidat à la présidence de la République. Mais qu'est-ce qu'il a fait depuis? Inutile de dire que s'il se représentait, je

ne voterais plus pour lui... » Mais qui se souvient encore d'Oteiro Saraija de Carvalho, celui que l'on avait dénommé « le cerveau tactique de la révolution », et qui avait regroupé sur son nom environ 20 % de l'électorat portugais? Presque personne; et les slogans, aujourd'hui délavés, que ses partisans avaient inscrits sur les murs des banlieues ouvrières, sont autant de fragments disloqués d'une langue morte.

Oteiro... Mais combien d'autres dans le même cas?



Le Portugal est encore plein d'images traditionnelles, tel ce groupe de femmes qui s'apprentent à partir travailler dans les rizières.

non de minuscule propriété, encourager le remembrement et les coopératives et revoir le problème de la location des terres. Certes, il y a eu une loi sur les baux ruraux, qui réduisait considérablement les exigences des propriétaires et qui, surtout, exigeait pour la clarté des choses des contrats écrits. Mais voilà, elle n'est guère appliquée et la plupart des contrats de location continuent à être des contrats oraux, stipulant les mêmes conditions qu'il y a des siècles. Et personne ne se soucie plus de réforme agricole pour les minifundios du Nord.

« Bien. Coopératives de production, d'accord. Mais il aurait fallu aussi des coopératives de distribution. Le grand problème du petit paysan, au Portugal, depuis toujours, c'est qu'il est « bouffé » par le commerçant, par l'intermédiaire. Nous avons le réseau de distribution le plus compliqué d'Europe, personne ne sait vraiment ce qui s'y passe, mais le résultat, c'est que le petit paysan doit vendre ses produits pour presque rien alors qu'il achète au prix fort ce dont il a besoin (engrais, semences, etc.) tandis que le consommateur ordinaire assure l'enrichissement rapide de l'intermédiaire... »

« Ça, je le savais. Du côté de Santarem, une ménagère m'avait complaisamment abreuvé d'exemples et de chiffres. La salade qu'elle payait entre 20 et 30 escudos, c'était pour 5 escudos seulement qu'elle la prenait chez son voisin petit producteur, là même où le chou de 60 escudos n'en valait que 10 et où le kilo d'épinards vendu 100 escudos au marché n'en coûtait que 20. »

« Théoriquement, poursuit le spécialiste, c'est la coopérative de commercialisation qui aurait dû en finir avec l'exploitation du petit paysan par l'intermédiaire. Mais voilà, s'il y a eu, ici et là, quelques coopératives de production, si le crédit agricole d'urgence a permis à de nombreux petits et moyens exploitants d'améliorer leur situation, rien n'a été fait du côté de la distribution. Il aurait fallu une politique courageuse du nord au sud du pays, pour s'attaquer aux privilèges et proposer un système alternatif efficace. »

« Mais rien n'a vraiment changé; en gros, notre agriculture est restée celle d'avant le 25 avril et l'intermédiaire d'au-

trefois reste le grand profiteur, le roi du marché. Pourtant, il faudra bien envisager des réformes : ne serait-ce que parce que notre population rurale a été fortement saignée par l'émigration et qu'en certaines régions, les paysans sont déjà tous âgés. Si l'on n'y prend garde, leurs terres vont être rachetées par des transnationales de l'agriculture. »

Revoilà les policiers de Salazar

Rien n'a changé, mais tout laisse entrevoir l'inéluctabilité de profonds changements de la vie économique et sociale au cours des prochaines années. C'est sans doute parce qu'il sait que ces changements (largement commandés par l'entrée dans le Marché commun) seront difficiles à accepter que le gouvernement (ou au moins quelques secteurs dirigeants) a pris les devants et décidé d'employer la manière forte pour briser par avance les réactions des travailleurs. Comment expliquer autrement ce qui s'est passé par exemple à Porto le soir du 30 avril dernier?

Au départ, une contestation entre la CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais, centrale dirigée par les communistes) et l'UGT (Union générale des travailleurs, centrale dont la direction est partagée entre les socialistes et les membres du parti social-démocrate) à propos de la place où devaient se dérouler le lendemain 1^{er} mai les manifestations des deux syndicats. Tous deux avaient demandé la place Humberto-Deigado, au bout de l'avenue des Alliés, en plein cœur de Porto, et le gouverneur civil l'avait attribué à l'UGT bien que la CGTP ait été première demanderesse.

Craignant — raison officielle — que l'opposition des deux syndicats ne dégénère en émeutes, les autorités décidèrent de faire évacuer l'avenue des Alliés et firent appel à la police spéciale d'intervention, rapidement amenée de Lisbonne, qui mena promptement et brutalement l'affaire : deux morts et des blessés par dizaines, retrouvés bien au-delà de la zone en litige.

Maintenant, la police spéciale essaie de se dissulper, mais la brutalité et la sauvagerie de son

intervention ont indigné le pays. Et la rapidité avec laquelle elle avait couvert le trajet Lisbonne-Porto laisse penser à beaucoup que cette intervention était planifiée de longue date, et toutes ses conséquences acceptées.

« Pour intimider et terroriser les travailleurs, explique un syndicaliste. Rien de tel ne s'est produit pendant la révolution. Jamais la police n'avait tiré à balles. Il faut remonter au temps de Salazar pour retrouver pareille violence policière. D'ailleurs, les hommes de la police d'intervention (on les appelle « os negros » à cause de leur uniforme noir), puissamment armés, viennent presque tous, semble-t-il, de la police de choc du salazarisme. Vous voyez, rien n'a changé. »

« Rien n'a changé » : une fois encore ce leitmotiv, de plus en plus oppressant. Voici Braga, maintenant, la Rome portugaise, la capitale du Portugal traditionnel. Et voici une militante de la première heure de la révolution. « Quelque chose s'est passé, ces derniers temps. Vous savez, la révolution, ça avait été un grand souffle de liberté. Et la liberté d'expression retrouvée. Eh bien! Il me semble que cette liberté se perd, qu'une sorte de peur est en train de se glisser un peu partout. Les gens parlent, mais ils disent n'importe quoi, ce qui peut faire plaisir à l'interlocuteur. On se méfie. Et puis il y a de la violence latente. Vous savez, ici, il y a toujours les « correcios », cette bande de marginaux sur lesquels la droite s'était appuyée pendant le fameux été chaud de 1975 et qu'elle avait lancés contre les permanences du Parti communiste. Des jeunes de sac et de corde, des mercenaires de bas étage, mais qui avaient fait basculer la révolution. Ils avaient été les seigneurs de la ville, pendant quelques semaines. Eh bien, ils sont toujours là, ils surveillent, ils attendent, ils montrent les dents, de temps à autre. Non, rien n'a changé. C'est triste à dire, mais parfois je me dis : il ne manque plus que la Pide, la police de Salazar. Allez, finit-elle par dire d'un sourire un peu forcé, j'exagère un peu, mais si peu... »

(A suivre)

(1) 1 Escudo, la monnaie portugaise vaut environ 8 centimes.

Le Portugal loin d'avril

Un reportage de Christian RUDEL

II. Et pourtant un timide réveil

On pourrait croire, à lire rapidement la presse portugaise, que les grands problèmes de l'actualité sont des problèmes politiques (1). Le Parti social-démocrate (PSD) ne s'est pas encore remis de la disparition tragique de son leader charismatique Francisco Sa Carneiro.

Francisco Pinto Balsemao a beau être son successeur à la tête du parti, et de surcroît premier ministre, il n'a ni la dimension, ni le talent, ni sans doute l'ambition de son prédécesseur.

Qui reprendra en main le PSD? A moins qu'il ne se décompose jusqu'à disparaître... En attendant, au sein de l'Alliance démocratique, qui est une coalition électorale de droite, le Centre démocratique et social (CDS) beaucoup plus à droite que son allié, mais numériquement moins important, entend jouer le premier rôle. Son vrai « patron », qui est-ce? Diego Freitas do Amaral, le secrétaire général, idéologue, mais peu aimé, dit-on, des adhérents? Ne serait-il pas concurrencé par un homme qui monte? Par Adriano Moreira, encore jeune quoique autrefois ministre de Salazar? Par Ruy Oliveira, un médecin de Porto, dont le principal atout est d'être le financier du parti? Ou par Lucas Pires, jeune avocat dont le grand défaut serait d'être un sympathisant du président Eanes? Un grand parti conservateur, qui naîtrait de la fusion du CDS et d'une partie du PSD est-il en gestation?

Au Parti communiste, qui maintient d'importantes bases traditionnelles, mais qui ne marque plus de point, l'inflexible Alvaro Cunhal et sa « vieille machine » devront-ils céder la place à Vital Moreira, jeune professeur de droit de Coimbra, souvent étiqueté « eurocommuniste »?

Les oppositions et les luttes qui ont fait rage au Parti socialiste et qui culminèrent voici presque deux ans, avant les élections présidentielles, sont-elles vraiment apaisées? N'y a-t-il pas toujours, à cause de l'action toujours contestée de Mario Soares, des risques de scission? Les jeunes du Parti social-démocrate vont-elles un jour rejoindre le Parti socialiste? Le futur leader du PS est-il dans le trio formé par Victor Constancio (qui fut ministre de l'Economie) Almeida Santos et Jaime Gama?

Si l'on ne parle plus de partis, groupes et groupuscules d'extrême gauche, qui un temps avaient poussé comme champignons après l'orage, et si une « nouvelle gauche » aux effectifs encore étiés tente de regrouper les militants oubliés de ces formations, on s'interroge depuis des mois, presque depuis des années sur ce « Parti éaniste », censé appuyer l'ac-

tion de l'actuel président de la République et situé au confluent presque contradictoire de courants venus de tous les horizons. S'il doit voir le jour — mais le président Eanes a-t-il vraiment intérêt, actuellement à s'appuyer sur un parti politique? — sera-t-il orienté au centre gauche ou dominé par une droite libérale? Quoi qu'il en soit, les observateurs estiment que Eanes, dont la popularité augmente régulièrement, dispose au moins d'un million de sympathisants.

Pourquoi, alors, s'interrogent certains, le président ne met-il pas fin au ministère dirigé par Pinto Balsemao, un Cabinet qui se traîne sans diriger vraiment le pays? Et les spéculations d'aller bon train sur les éventuels successeurs. Mais tout traîne : la réforme constitutionnelle, par exemple, que l'Alliance démocratique voudrait mener tambour battant, et qui s'est enlisée dans les palabres, les tractations et les « magouilles » sans fin. Il est cependant quasiment acquis que les pouvoirs du président de la République seront quelque peu grignotés, tandis que disparaîtra le Conseil de la Révolution, qui avait eu pour but, entre autres, de veiller au maintien des idéaux du 25 avril 1974. Autre thème de spéculations : l'avenir, politique ou non, des membres, tous militaires, de ce Conseil. Et aussi les élections municipales de novembre prochain qui pourraient peut-être changer la carte politique du pays.

On le voit, les sujets de querelles politiques et de discussions sans fin ne manquent pas. Elucubrations, ratiocinations ou brillants échafaudages logiques, la vie politique d'un certain Lisbonne, d'un certain Portugal apparaît creuse, vaine et dérisoire face aux problèmes de l'heure. Des problèmes qui ont d'autres noms que révision de la Constitution, Parti socialiste ou Parti éaniste, et qui s'appellent chômage, inflation, manque de logements, urgence de la réforme agraire, de la restructuration industrielle. Des problèmes que le gouvernement laisse sans solution.

La nostalgie des initiatives populaires

Devant l'incapacité du gouvernement à dominer et à orienter les processus économiques, devant le reflux des espoirs nés en avril 1974 de voir s'établir une société plus juste et plus fraternelle, nombre de Portugais évoquent aujourd'hui avec une certaine nostalgie ce temps déjà lointain où de multiples initiatives populaires, nées au ras des circonstances et des événements, laissaient entrevoir la participation active de tous les citoyens aux problèmes les

Francisco Pinto Balsemao, premier ministre portugais, a effectué, mardi et mercredi, une « visite de travail » à Paris. Sur le thème de l'entrée du Portugal dans le Marché commun, il a qualifié de « franchement positifs » ses entretiens avec les dirigeants français. Paris appuie la candidature portugaise. Mais avec prudence, car les problèmes ne manquent pas. Il y a le chômage, qui atteint de 300 000 à 500 000 personnes (dont beaucoup de jeunes) et un large sous-emploi chômage

et sous-emploi quelque peu camouflé par le gonflement des effectifs des services publics où l'on estime qu'au moins 50 000 fonctionnaires sont en excédent. Il y a l'inflation, qui frôle les 25 % et qui atteindra peut-être à la fin de l'année les 30 %. Il y a le manque de logements... Le déficit de la balance des paiements atteint 1 500 millions d'escudos. De ce grave déficit, les importations alimentaires sont les premières responsa-

bles. Cette année, le Portugal doit importer 75 % de son alimentation; certes, il s'agit là de la conséquence catastrophique de la sécheresse de l'an dernier, mais en moyenne c'est 60 % de sa consommation que le pays doit importer. L'agriculture est à restructurer : un tiers seulement des exploitations est rentable. L'industrie aussi est à restructurer. De plus en plus de dirigeants d'entreprise renâclent devant l'entrée en Europe. Faudra-t-il, pour tout cela, en repousser quelque peu la date?



Catholique « de gauche » (puisqu'il faut poser des étiquettes), Maria de Lurdes Pintasilgo n'a été premier ministre que cent jours. L'espoir qu'elle avait fait lever ne s'est jamais éteint, au contraire.

concernant. Cet ensemble d'initiatives que, à peine une saison, on appela « pouvoir populaire » (« c'est la résurgence du vieil esprit individualiste et anarchiste portugais », disaient ses détracteurs) fit peur au nouveau pouvoir en train de se mettre en place, et la sorte de « normalisation » qui fit suite au 25 novembre 1975 mit pratiquement fin à ces tentatives. Seuls ont résisté, de loin en loin, une coopérative, un groupe d'animation culturelle, une petite compagnie de théâtre, une entreprise en autogestion...

L'Intergroupe, petite flamme...

Maria de Lurdes Pintasilgo, qui fut premier ministre cent jours, à la fin de 1980, et qui tenta pendant ce bref laps de temps de donner un nouveau modèle politique au pays, s'est longuement penchée sur ces premiers temps de la révolution pour en extraire leur part de vérité.

« Pendant que les dirigeants politiques, me dit-elle, ne cherchaient à mettre en place que les institutions de la démocratie représentative, le peuple tentait de faire autre chose, de mettre

en marche la démocratie directe, la participation effective de tous à la vie du pays, en intégrant tout le monde aux diverses activités et à la recherche des solutions aux problèmes concrets.

« Tout cela, c'est du passé, ou presque. Je pense que personne, parmi tous ceux qui se sont penchés sur notre révolution, n'a été capable d'interpréter ce foisonnement d'initiatives et de le traduire dans des formes démocratiques. Quant aux dirigeants, ils n'étaient pas préparés pour comprendre cette participation spontanée, ni pour supporter ce qui avait toute l'allure d'un pouvoir parallèle. Ce n'en était pas un, il s'agissait de coordonner les deux réalités. »

« Le résultat, c'est que l'on a éloigné de la vie politique une grande majorité de Portugais. Si vous voulez, on les a marginalisés. Frustrés, déçus, comme amputés, ils se sont si bien désintéressés de la vie du pays que le pouvoir voit désormais le danger que cela représente; en conséquence, par la décentralisation et la régionalisation, il veut, à partir du centre, obtenir une nouvelle participation populaire. Sans voir la contradiction qu'il y a dans une telle démarche. Une participa-

tion impulsée par le centre, presque imposée. Alors que toute participation doit être acceptée, voulue par le peuple. »

« Malgré cette sorte de marginalisation, poursuit Maria de Lurdes Pintasilgo, il reste à la fois, dans le peuple, un espoir et une volonté de changement. Mais en sommeil, enfouis. C'est tout cela que je veux, que nous voulons, faire remonter à la surface... »

L'ancien premier ministre a lancé à travers tout le pays un réseau de groupes de réflexion et de travail, « l'Intergroupe ». « La plate-forme de notre mouvement, dit-elle, affirme seulement que la démocratie ne s'épuise pas dans le seul rapport de forces découlant de l'existence des partis politiques. C'est une réalité bien plus large. Ce qu'il faut, c'est compléter la démocratie représentative par les instruments qui permettront l'exercice de la démocratie directe. En fait, à l'Intergroupe, nous essayons de reconquérir, en l'approfondissant, bien sûr, une pratique qui a été quelque temps la nôtre. »

La priorité de l'homme sur l'économie

« Une autre préoccupation fondamentale de l'Intergroupe, poursuit-elle, c'est la définition de la société. Pour nous, l'économie est au service de l'homme et non l'homme au service de l'économie. La critique fondamentale que personnellement je fais à la majorité actuelle au pouvoir au Portugal ne porte pas sur son idéologie au sens strict du terme, mais sur l'idéologie de l'industrialisme, qui fait raisonner comme si nous étions encore dans les années 60, idéologie qui ferait de nous le dernier wagon du train entraîné par les pays riches. »

L'« Intergroupe » s'est fixé pour objectif de réfléchir sur ce qu'a été la démocratie directe, sur ce qu'elle est encore dans de trop rares cas, sur ce qu'elle peut redevenir. Mais on n'en est qu'au tout début d'un modeste renouveau — que beaucoup regardent d'un œil sceptique. Pas question donc, au moins dans l'immédiat, de la création d'un nouveau parti : « Nous travaillons au niveau de la société, non de l'Etat, répète Maria de Lurdes Pintasilgo, nous n'avons pas besoin de parti. Nous rencontrons des sympathies et des résonances dans tous les partis... »

Certes, l'Intergroupe, malgré le prestige et le dynamisme de son principal animateur, n'occupe qu'une petite place sur la scène politico-sociale portugaise. Il est cependant le signe que l'indifférence, l'apathie et la morosité n'ont pas totalement recouvert le Portugal et que l'espoir, la liberté d'expression et la recherche d'une société plus juste et plus fraternelle, que la chute du salazarisme avait entraînés, n'ont pas été totalement repoussés aux oubliettes de l'histoire.